Pour la réussite de tous :
Exigeons les moyens pour le service public d'éducation !

Les organisations syndicales représentatives (SNUipp-FSU, SE-Unsa, Sud), la Fédération des Conseil de Parents d'Elèves et la Fédération des Œuvres Laïques de l'Ardèche réunies, à Privas, le 24 janvier 2012, ont procédé à l'analyse de la situation de la scolarisation des élèves dans les écoles publiques du département. Ils ont pris connaissance de la nouvelle ponction de 19 postes pour la rentrée prochaine. Celle-ci est consécutive des choix du gouvernement dans le cadre de l'adoption du budget pour le ministère de l'éducation (5700 suppressions de postes dans les écoles au plan national).
Ce sont, au total, 35 postes qui disparaissent, en deux ans, alors que le nombre d'élèves est quasi stable sur la même période!
Les organisations signataires rappellent leur exigence d'un système d'éducation qui ne laisse aucun élève au bord du chemin. Elles réaffirment avec force que chaque enfant doit réussir une scolarité sereine.
Or, les enseignants, la FCPE et les associations signataires sont de plus en plus seuls à porter cette ambition. Par les coupes claires budgétaires, le gouvernement asphyxie l'école publique: augmentation du nombre d'élèves par classe (continue depuis la rentrée 2000), suppression massive de maîtres spécialisés, insuffisance des moyens de remplacement, absence de places pour les élèves de deux ans et en corolaire, la chute de la scolarisation des enfants de 2 ans (-35 points par rapport à la rentrée 2000), suppression de la formation initiale et raréfaction de la formation continue des enseignants, ...
Les signataires observent, par ailleurs, que dans le même temps, l'enseignement privé bénéficie d'une situation particulièrement avantageuse (il est préservé lors des suppressions de postes et le gouvernement a procédé au basculement de 250 postes pris sur les crédits de l'enseignement public au profit de l'enseignement privé!). Cela lui permet par exemple de disposer d'un taux d'encadrement dans les classes bien inférieur à celui imposé dans les écoles publiques. Néanmoins, dans notre département, grâce à l'investissement des enseignants, les signataires observent avec satisfaction une augmentation de la part des enfants scolarisés dans les écoles publiques.
Au regard de cette situation, les organisations (SNUipp-FSU, SE-Unsa, Sud, FCPE et FOL) appellent:
- à une journée d'action le 7 février 2012, jour du Comité Départemental de l'Education National, à Privas et à un rassemblement devant la préfecture dès 9 heures,
- les enseignants des écoles à être massivement en grève et à participer à la manifestation devant la préfecture,
- les parents d'élèves, les associations laïques et les citoyens à soutenir par leur présence, ou tout autre forme, ce mouvement.
Elles donnent par ailleurs rendez-vous aux manifestants à une Assemblée Générale le même jour dès 12 heures 30 à la maison des syndicats pour dresser un bilan de l'action et débattre des suites possibles à cette journée d'actions.

Privas, le 25 janvier 2012